

### Utilisation stratégique des marchés publics

Les administrations publiques continuent de s'appuyer sur les marchés publics pour poursuivre des objectifs stratégiques secondaires tout en se procurant les biens et les services qui leur permettent d'exercer leur mission en temps voulu et de manière économique et efficiente. Du fait des volumes en jeu, les marchés publics sont importants aussi bien en termes de retombées économiques que de bonne gouvernance publique ; les administrations publiques en font donc un outil d'action au service d'autres objectifs stratégiques, en réponse à des défis qui peuvent être d'ordre environnemental, économique ou social, en fonction des priorités nationales.

Les considérations environnementales continuent d'inspirer les principaux objectifs stratégiques poursuivis via la passation de marchés publics. Presque tous les pays de l'OCDE étudiés (29 pays) favorisent les marchés publics verts en déployant au niveau central diverses stratégies et politiques mises au point par des entités spécialement chargées des marchés publics. Par rapport à 2014, deux pays supplémentaires (l'Estonie et la République slovaque) ont adopté des mesures visant à favoriser les marchés publics verts. Les politiques adoptées au niveau central s'accompagnent souvent de lignes directrices détaillées quant à leur mise en œuvre ; c'est notamment le cas des politiques élaborées par le ministère estonien de l'Environnement et par l'agence irlandaise de protection de l'environnement (EPA). Par ailleurs, certaines dispositions législatives obligent les pays à tenir compte, dans la passation des marchés publics, des questions d'efficacité énergétique, de protection de l'environnement et de coûts sur l'ensemble du cycle de vie.

Dans la zone OCDE, les politiques et les stratégies de passation des marchés publics sont de plus en plus mises au service de la politique économique, notamment pour favoriser la participation et le développement des petites et moyennes entreprises (PME). Dans la majorité des pays de l'OCDE (21 pays), la méthode de soutien aux PME la plus courante consiste à diviser les marchés en lots ; toutefois, plus de la moitié des pays de l'OCDE, dont l'Australie, la Corée et Israël, ont aussi recours à des lignes directrices (20 pays) ou à des formations et ateliers (17 pays) afin de favoriser la participation des PME aux marchés publics. Les pays membres de l'Union européenne (UE), en particulier, ont renforcé l'utilisation stratégique des marchés publics en transposant les directives de 2014 de l'UE sur les marchés publics.

La passation des marchés publics représente l'un des principaux moyens d'appuyer l'innovation du côté de la demande ; la plupart des pays de l'OCDE (24 pays) y recourent donc pour favoriser les biens et services innovants, même si ce n'est pas le cas du Chili, de la Grèce, de l'Islande, d'Israël et de la République slovaque. Divers dispositifs existent pour favoriser l'innovation par le truchement des marchés publics. Il peut s'agir d'instruments juridiques, de programmes officiels d'ordre plus général ou encore d'instruments non juridiques de type lignes directrices – cette dernière méthode étant la plus couramment employée (16 pays). Plus rarement, des dispositions législatives spécifiques imposent explicitement de privilégier les biens et les services innovants. Les pays

mettent alors en place des dispositifs de lots réservés ou d'offres privilégiées, comme en Autriche, en Lettonie et en Turquie, ou même des traitements préférentiels consistant, par exemple, à exonérer les entreprises innovantes de frais et de quotas, comme en Espagne ou au Mexique. Il existe aussi des programmes officiels qui favorisent la passation de marchés avant commercialisation, afin de favoriser des produits et services innovants en voie de mise au point définitive ; tel est le cas du programme d'innovation « Construire au Canada » et du fonds danois pour le développement du marché (*Markeds Modningsfonden*).

#### Méthodologie et définitions

Les données proviennent de l'Enquête 2016 de l'OCDE sur les marchés publics, qui était axée sur l'utilisation stratégique des marchés publics, la passation électronique des marchés publics, les centrales d'achat publiques, la passation de marchés publics aux échelons infranationaux et les projets d'infrastructures. Au total, 30 pays de l'OCDE ont participé à l'enquête, ainsi que 3 pays candidats à l'adhésion à l'OCDE (Colombie, Costa Rica et Lituanie) et l'Inde, partenaire clé de l'OCDE. Les réponses ont été fournies par des délégués nationaux chargés des politiques de passation des marchés publics au sein de l'administration centrale et de hauts responsables de centrales d'achat publiques.

La Commission européenne définit les marchés publics verts, ou écologiques, comme « un processus de passation de marchés dans le cadre duquel les pouvoirs publics cherchent à obtenir des biens, des services et des travaux dont l'incidence sur l'environnement sur toute leur durée de vie sera moindre que dans le cas de biens, services et travaux à vocation identique mais ayant fait l'objet de procédures de passation de marchés différentes. »

L'utilisation stratégique des marchés publics au service de l'innovation désigne toute pratique de passation des marchés publics qui vise à stimuler l'innovation par la recherche et le développement et l'adoption par les marchés de produits et de services innovants.

#### Pour en savoir plus

OCDE (2015), « *Procurement – Green procurement* », OECD, Paris, [www.oecd.org/corruption/ethics/procurement-green-procurement.htm](http://www.oecd.org/corruption/ethics/procurement-green-procurement.htm).

#### Notes relatives aux graphiques

Les notes relatives aux graphiques sont accessibles dans les Statlinks Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>

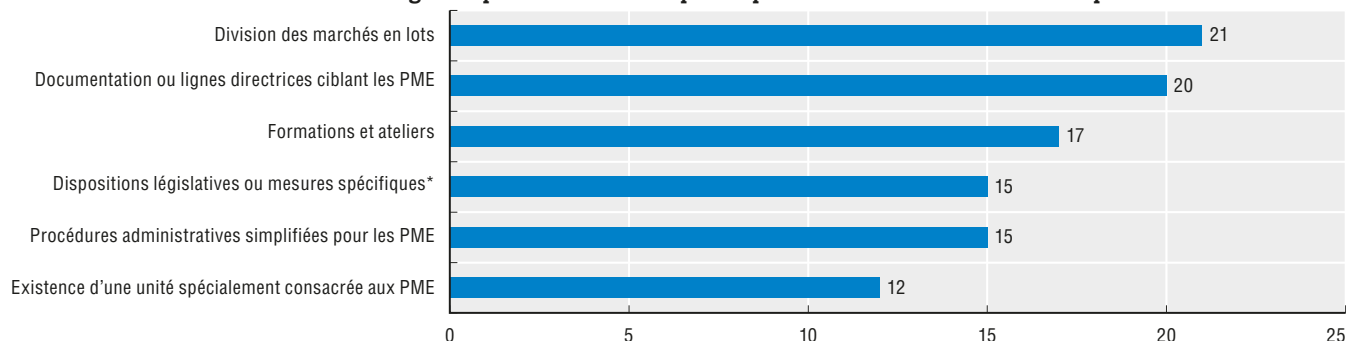
### 9.5. Élaboration de stratégies/politiques de passation de marchés publics visant à favoriser la réalisation d'objectifs secondaires

	Marchés publics verts		PME		Biens et services innovants	
	2016	2014	2016	2014	2016	2014
Allemagne	●	●	●	●	●	●
Australie	■	●	●	●	●	●
Autriche	◆	●	◆	◆	◆	●
Belgique	◆	◆	●	●	◆	●
Canada	◆	◆	●	●	◆	●
Chili	◆	◆	◆	◆	○	●
Corée	●	●	●	●	●	●
Danemark	●	●	●	●	●	●
Espagne	●	◆	●	◆	●	◆
Estonie	●	○	●	○	●	○
Etats-Unis	« .. »	●	« .. »	●	« .. »	◆
Finlande	◆	●	◆	◆	◆	◆
France	« .. »	◆	« .. »	◆	« .. »	◆
Grèce	◆	◆	◆	●	○	○
Hongrie	●	◆	●	●	●	●
Irlande	●	●	●	●	●	●
Islande	●	●	○	○	○	○
Israël	●	« .. »	●	« .. »	○	« .. »
Italie	●	◆	◆	◆	◆	◆
Japon	●	●	●	●	○	●
Lettonie	●	« .. »	●	« .. »	◆	« .. »
Luxembourg	« .. »	◆	« .. »	◆	« .. »	◆
Mexique	●	●	●	●	●	●
Norvège	◆	■	◆	◆	◆	◆
Nouvelle-Zélande	◆	◆	◆	◆	◆	◆
Pays-Bas	◆	◆	◆	◆	◆	◆
Pologne	◆	●	●	●	●	●
Portugal	●	●	●	◆	◆	◆
République slovaque	◆	○	●	○	○	○
République tchèque	« .. »	« .. »	« .. »	« .. »	« .. »	« .. »
Royaume-Uni	●	●	●	●	●	●
Slovénie	●	◆	●	●	●	●
Suède	●	◆	●	●	●	●
Suisse	« .. »	◆	« .. »	◆	« .. »	◆
Turquie	●	●	●	●	●	●
<b>Total OCDE</b>						
● Stratégies/politiques élaborées au niveau central	25	26	24	24	19	22
◆ Stratégies/politiques internes élaborées par certaines entités adjudicatrices	11	14	8	12	9	11
■ Abrogé	1	1	0	0	0	0
○ Jamais élaboré	0	2	1	3	6	4
« .. » Pas d'information disponible	6	3	6	3	6	3
Colombie	●	◆	●	●	●	●
Costa Rica	●	●	●	●	○	○
Inde	○	« .. »	●	« .. »	◆	« .. »
Lithuanie	●	« .. »	●	« .. »	●	« .. »
Russie	« .. »	○	« .. »	●	« .. »	○

Source: Enquêtes 2016 et 2014 de l'OCDE sur les marchés publics.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933539439>

### 9.6. Méthodes en vigueur pour favoriser la participation des PME aux marchés publics



Source: Enquête 2016 de l'OCDE sur les marchés publics.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933539458>



Extrait de :  
**Government at a Glance 2017**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2017-en](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2017), « Utilisation stratégique des marchés publics », dans *Government at a Glance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2017-60-fr](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-60-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).